

# Réactions au Partenariat transpacifique

Volume 8, numéro 9, novembre 2015

## Résumé analytique

Le texte du Partenariat transpacifique (TPP) a été rendu public le 5 novembre dernier, suscitant des réactions à travers le monde. Nous avons invité ce mois-ci M. Éric Boulanger, co-directeur de l'Observatoire sur l'Asie de l'Est, à nous présenter les réactions au Japon des acteurs politiques, sociaux et économiques. Nous verrons ensuite l'échéancier probable d'adoption de l'accord aux États-Unis et comment commencent à se positionner les politiciens et groupes sociaux américains.

## Contenu

Les échos japonais du PTP : des réactions modérées et prudentes en dépit de la colère des agriculteurs .....	2
Adoption du TPP aux États-Unis : un échéancier serré pour un vigoureux débat .....	7

## Les échos japonais du PTP : des réactions modérées et prudentes en dépit de la colère des agriculteurs

M. Éric Boulanger, co-directeur de l'Observatoire sur l'Asie de l'Est, UQAM

Compte tenu des défis et des opportunités que présente cet accord commercial historique et des nombreux problèmes socioéconomiques et démographiques que le Japon affronte depuis deux décennies, qui l'enferment dans des cycles économiques de faible croissance/récession/stagnation, il est tout de même surprenant de constater qu'à l'annonce d'une entente sur le Partenariat transpacifique (PTP), tous les yeux aient été rivés sur les réactions forcément très négatives, mais également teintées de « colère et d'anxiété » du secteur agricole. Celui-ci compte pour à peine 1,2 % du PIB. L'action du gouvernement japonais a été de formuler les habituelles assurances à l'égard des baisses de tarifs tout en annonçant, à la hâte, la mise en place d'un bureau pour « atténuer les effets potentiellement défavorables du PTP » sur l'agriculture et la petite entreprise et « réduire l'anxiété » qui pourrait émerger au sein de la société, en « particulier chez les agriculteurs et les pêcheurs »<sup>1</sup>. Pourtant, environ 58 % de la population est en faveur du PTP, indiquant une rupture profonde entre le Japon urbain et le Japon rural, ce dernier étant habituellement le bénéficiaire traditionnel des largesses du gouvernement.

### Des gains certes, mais qui se feront attendre...

Les bénéfiques peuvent s'avérer nombreux pour le Japon. Avec l'élimination des tarifs sur près de l'ensemble des exportations japonaises de biens industriels notamment dans le secteur de l'automobile et de la machinerie, Tokyo sort clairement gagnant des négociations. Par exemple, seulement 63,5 % des exportations japonaises vers les États-Unis sont exemptes de droits de douane alors que pour les exportations américaines vers le Japon, on parle de 85,2 %. C'est ainsi que le Japon accepte d'éliminer les tarifs sur 95,3 % de ses importations de biens industriels, ce qui s'avère relativement sans conséquence puisque ses tarifs sont déjà très bas : 1,1 % sur les biens manufacturés, aucun sur l'équipement de transport et la machinerie non électrique et 0,2 % sur la machinerie électrique<sup>2</sup>.

L'uniformisation des règles dans 21 domaines allant des travaux publics aux investissements et à la propriété intellectuelle n'inquiète pas du tout Tokyo et la grande entreprise nipponne. Le Vietnam, la Malaisie et Singapour – d'importants partenaires commerciaux et des bases de production pour les firmes japonaises à l'intérieur de l'usine Asie – en font partie, aplanant – dans la foulée des accords de libre-échange (ALE) déjà existants du Japon avec les pays et

<sup>1</sup> Reiji Yoshida (2015), « Abe launches new TPP-mitigation office to assuage farmers, small business owners », *The Japan Times*, 9 octobre.

<sup>2</sup> Organisation mondiale du commerce (2014), « Droits de douane ». Donnée en ligne : [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/tariffs\\_f/tariff\\_data\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/tariffs_f/tariff_data_f.htm)

l'ASEAN<sup>3</sup> – à un degré encore plus sensible le terrain de la concurrence. Cet accord « ancre » plus profondément l'Amérique du Nord à l'espace de production asiatique et aux échanges transpacifiques ; le Japon s'y positionne relativement bien étant donné que la Corée du Sud, qui lui avait damé le pion avec un ALE avec les États-Unis (soulevant bien des inquiétudes à Tokyo) est exclue de l'accord et que la Chine l'est tout autant.

Tokyo n'a jamais caché sa volonté de participer avec force à l'établissement des règles commerciales pour le 21<sup>e</sup> siècle et le PTP s'insère dans la continuité de ses efforts dans d'autres schémas et forums de coopération comme ses ALE bilatéraux, mais également au sein des organisations internationales et dans sa promotion du légalisme dans ses rapports avec ses partenaires économiques. Par exemple, Tokyo défend avec vigueur les droits de propriété intellectuelle au sein du forum de l'APEC, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et dans le cadre des Travaux du Conseil de l'ADPIC<sup>4</sup>. Tokyo était enchanté d'avoir l'opportunité dans le cadre du PTP d'influencer le processus décisionnel en la matière, d'autant plus que les règles américaines en matière de propriété intellectuelle sont en train de s'imposer comme un système de référence déterminant et relativement contraignant. L'industrie culturelle japonaise craignait à cet égard l'influence dans le PTP de la perspective legaliste américaine sur la culture – alors que Tokyo réduit les droits de propriété intellectuelle à un aspect du progrès économique et technologique – notamment sur le *cosplay*<sup>5</sup> dans la mesure où ce divertissement pourrait se retrouver en violation des règles de copyright (dans le cadre du PTP) et les participants et leurs « costumes » pourraient être poursuivis « à la discrétion de la police locale »<sup>6</sup> !

Enfin, tous sont d'accords pour affirmer que le PTP donnera une forte impulsion aux autres cadres de négociation commerciale présentement en cours, notamment l'ALE avec l'Union européenne, le Partenariat économique régional élargi (PERE) de l'ASEAN+6 et l'ALE trilatéral avec la Corée du Sud et la Chine. La grande entreprise accueille avec sérénité le PTP parce qu'elle est en accord avec la stratégie commerciale du Japon qui cherche à porter à plus de 70 % la part de ses échanges assujettie à des ALE et à ouvrir le Japon à la concurrence et aux investissements étrangers pour, à la fois, en faire des moteurs de la croissance locale et forcer les secteurs moins concurrentiels à devenir à leur tour des « champions » de l'économie mondiale ou du moins de l'économie asiatique<sup>7</sup>. La prochaine étape, un ALE pour la grande région de l'Asie-Pacifique est attendue avec impatience.

Il n'en demeure pas moins que les effets sur la croissance économique se feront attendre ou seront limités. D'ailleurs, Sadayuki Sakakibara, président du Keidanren, la plus influente organisation patronale au Japon, s'il est fort heureux de l'accord, notamment parce qu'il éliminera les

<sup>3</sup> L'ASEAN est l'Association des nations du Sud-Est asiatique. Le Japon a des ALE bilatéraux avec sept de ses pays membres : Singapour, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie, le Viêtnam et le Brunei ; et un ALE multilatéral avec l'ASEAN depuis 2008.

<sup>4</sup> Le Conseil de l'ADPIC de l'OMC est l'organisme qui administre l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

<sup>5</sup> Une pratique populaire au Japon qui consiste à s'habiller de façon identique aux personnages de manga et autres divertissements. Le *cosplay* (officiellement « costumade » en français) est devenu une industrie culturelle florissante, voire un mode de vie pour certains jeunes.

<sup>6</sup> Anime News Network, « Artist K. Hachiya: Copyright Law Changes Would Affect Cosplay », 2 novembre 2011. En ligne : <http://www.animenewsnetwork.com/news/2011-11-09/artist-k-hachiya/copyright-law-changes-would-affect-cosplay>

<sup>7</sup> É. Boulanger (2015), « Multinationales japonaises : du repli à l'internationalisation discrète », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 29, octobre-novembre, pp. 48-51.

tarifs de 2,5 % sur les pièces automobiles exportées vers l'Amérique du Nord, ne semble pas se préoccuper outre mesure que cela se fera sur une période de 25 ans et commençant à la 15<sup>e</sup> année du PTP ! Dans une entrevue au *The Financial Times*, il affirmait que l'économie japonaise était en « péril » et que le PTP associé à la poursuite et l'intensification des *Abenomics* (la stratégie de croissance du gouvernement Abe depuis 2013), notamment en ce qui a trait à dérégulation du marché du travail, seraient ensemble le « pilier » ou la « pierre angulaire » de la croissance future de l'économie nipponne. Celle-ci est dans un moment « critique » : « ça passe ou ça casse » affirmait-il, pointant du doigt l'entreprise privée qui retarde la hausse inévitable des investissements et des salaires afin de relancer la croissance et sortir le pays de la déflation qui exacerbe la concurrence<sup>8</sup>. Il est peu probable que le PTP change la donne à cet égard. Malgré la baisse de la valeur du yen depuis 2013 causée par les mesures radicales d'assouplissement monétaire de la Banque centrale, les exportations n'ont jamais repris leur vigueur, alors que les stocks d'investissements des firmes japonaises à l'étranger sont en forte hausse, passant de 388,2 milliards de dollars en 2005 à plus de 1206 milliards en 2014. Traditionnellement, les exportations ont été au cœur de la croissance économique du Japon, mais elles stagnent depuis la Grande Récession. Si le PTP a un effet sur celles-ci, il sera mineur parce que premièrement, l'accord prendra plusieurs années avant d'entrer en vigueur ; deuxièmement, la Chine, premier partenaire commercial du Japon, n'est pas Partie au PTP ; et, enfin, l'entreprise japonaise a depuis une décennie choisi la délocalisation de ses activités en Asie, en Europe et en Amérique du Nord (et dans une moindre mesure en Amérique latine) pour demeurer compétitive<sup>9</sup>.

### **Le secteur agricole : une transformation douloureuse**

Tout au long des négociations entourant le PTP, le puissant lobby agricole vociférait littéralement contre cet accord. La très puissante Union centrale des coopératives agricoles, JA-Zenchu, a présenté une pétition anti-PTP qui a recueilli 11 millions de signatures. Elle est également derrière la décision du comité parlementaire du PLD sur le PTP d'exiger que le gouvernement se retire des négociations si le Japon perd la protection de cinq produits agricoles « sacrés » : le riz, le bœuf, le porc, le blé et le sucre<sup>10</sup>.

L'agriculture est le secteur économique le plus protégé au Japon, mettant les producteurs et plusieurs activités connexes à l'abri des forces du marché et de la concurrence. Selon l'OCDE, aucun autre pays avancé dans le monde n'offre un soutien aussi étendu que le Japon à son agriculture. L'indice de l'OCDE « Estimation de soutien aux producteurs<sup>11</sup> » le place au premier rang avec les fermiers qui reçoivent pour leur production des prix deux fois plus élevés que les prix mondiaux. La Nouvelle-Zélande, l'antithèse du Japon, a pour sa part le plus faible indice

<sup>8</sup> Robert Harding (2015), « Corporate Japan called to economic battle », *The Financial Times*, 25 octobre. En ligne : <http://ft.com/intl/cms/s/0/0f77d2ba-7959-11e5-933d-efcdc3c11c89.html#axzz3pgksAh41>

<sup>9</sup> É. Boulanger (2012), « Le Japon et les investissements étrangers : libre-échange, libéralisation et ouverture politique » dans M. Arès et É. Boulanger (dir.), *L'investissement et la nouvelle économie mondiale : trajectoires nationales, réseaux mondiaux et normes internationales*, Bruxelles, Bruylant, pp. 379-408.

<sup>10</sup> É. Boulanger, « Le Japon et le TPP : la stratégie commerciale de Tokyo et ses multiples embûches », *Chronique commerciale américaine*, vol. 8, n° 2, février 2015, pp. 2-8. En ligne : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ameriques&id\\_article=9635](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ameriques&id_article=9635)

<sup>11</sup> Selon l'OCDE, le soutien agricole est défini comme « la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables, découlant des mesures de soutien à l'agriculture émanant des pouvoirs publics quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences économiques » (voir la note suivante pour la référence).

avec des programmes de soutien strictement réservés aux cas de maladie ou de catastrophes naturelles. Ses prix sont alignés sur les prix mondiaux et sa production agricole et son commerce sont libres de toutes formes de régulation (sauf pour l'industrie du kiwi)<sup>12</sup>.

Pour le riz seulement, ce soutien représente des sommes astronomiques qui visent à maintenir son prix élevé, notamment en incitant les producteurs à abandonner leur production de riz pour d'autres denrées. Si le gouvernement a mis en place un programme pour consolider les terres agricoles et permettre à des entreprises privées de cultiver la terre, l'agriculture poursuit son déclin inexorable ; elle a été qualifiée « d'activité de weekend » étant donné que les fermiers n'en tirent plus qu'en moyenne 14 % de leur revenu<sup>13</sup>. Le Japon est probablement la seule économie avancée qui doit affronter des pénuries de certains produits alimentaires comme le beurre qui a été rationné à maintes reprises depuis quelques années. Le Japon importe donc 60 % de sa nourriture (en terme de calories) soit environ 60 milliards de dollars annuellement.

Les ALE que le Japon a signés avec le Mexique ou l'Australie – deux pays exportateurs de produits de l'agriculture – ne visent pas à démanteler le système de protection mur à mur de l'agriculture nipponne, mais à introduire une certaine concurrence en diminuant et en haussant de façon modérée, respectivement, les tarifs et les quotas – sur une base compartimentée – tout en travaillant à assurer une sécurité des approvisionnements, une question aujourd'hui géostratégique compte tenu de l'âge des fermiers et l'absence de relève. Le PTP ne fait pas défaut à cette règle, sauf que les baisses de tarifs et les hausses de quotas sont majeures : environ la moitié des tarifs sur 834 produits agricoles seront abolis, mais le plus souvent sur plus d'une décennie (sauf pour quelques exceptions). Par exemple les droits de douane sur le porc (615 yens par kilogramme sur les produits du porc à faible coût comme le bacon; 8,5 % sur les produits du porc plus dispendieux) seront abolis 11 ans après l'entrée en vigueur de l'accord. Par contre le tarif de 17 % sur les raisins sera éliminé dès l'entrée en vigueur de l'accord, alors que le même tarif sur de nombreux fruits comme les pommes, les oranges et les cerises, sera éliminé par étape sur une période de 11 ans. La même logique s'applique à plusieurs autres produits, dont le riz et les produits du bœuf. Les quotas (sans tarif douanier) ont été haussés avec de faibles baisses de tarifs sur le reste des importations. Depuis la conclusion du cycle de l'Uruguay, le Japon importe 770 000 tonnes de riz et avec le PTP, les quotas ont été augmentés de 78 400 tonnes (pour le riz en provenance des États-Unis et de l'Australie, sans aucun tarif), une cible qui devrait être atteinte dans la 13<sup>e</sup> année de l'accord. Le droit de douane de 77 % demeure en vigueur pour le reste des importations de riz<sup>14</sup>.

Avant de rejoindre les négociations sur le PTP, le Japon avait réussi le tour de force de signer 11 ALE tout en refusant d'éliminer des tarifs sur 940 produits dont 850 sont des produits de

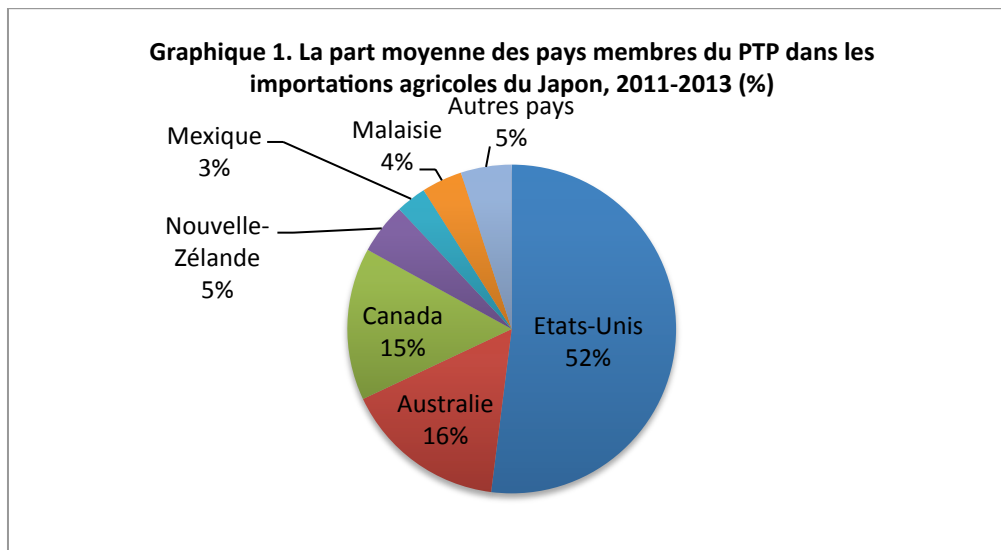
---

<sup>12</sup> Voir le site Internet de l'OCDE pour ses « Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données ». En ligne : <http://www.oecd.org/fr/pays/bulgarie/estimationsdusoutienauxproducteursetconsommateursbasededonnees.htm>

<sup>13</sup> Kazuhito Yamshita (2015), « Japanese Agricultural Trade Policy and Sustainable Development », Issue Paper n° 56, International Center for Trade and Sustainable Development, Genève. En ligne : <http://www.ictsd.org>

<sup>14</sup> *The Japan Times* (2015), « Ministry lists more items subject to cuts, elimination of tariffs under TPP », 9 octobre ; Mitsuru Obe (2015), « TPP deal expected to shake up Japan's agriculture sector », *The Wall Street Journal*, 6 octobre.

l'agriculture et de la pêche<sup>15</sup>. Le lobby agricole japonais aurait dû montrer peu d'inquiétude pour le PTP compte tenu de cette feuille de route impressionnante, mais les pays du PTP comptent pour 49 % des importations agricoles japonaises (une baisse de huit points depuis 1997) et pour 79 % de ses importations de grains, dont le riz (graphique 1). Les effets de l'accord seront décuplés plusieurs fois en comparaison, disons, de l'ALE avec le Chili ou celui avec l'Australie. Mais au-delà de la protection de l'agriculture, les dirigeants japonais ont également en tête la dépendance toujours plus grande du pays aux importations de nourriture compte tenu du déclin inexorable de la production locale. On pourrait penser que la sécurité des approvisionnements alimentaires devrait passer bien avant la protection du secteur agricole à coup de tarifs et de quotas (sans compter les très nombreuses régulations) surtout s'il n'y a rien à protéger. En réalité, l'agriculture japonaise, avec sa production à petite échelle, ses paysages « enchanteurs », son mode de vie et les habitudes alimentaires des citoyens, constitue un vecteur de l'identité nationale auquel les Japonais accordent une importance capitale. Il vaut mieux alors protéger le peu qu'il reste, notamment en en faisant une culture agricole haut de gamme, concurrentielle, rentable et à forte valeur ajoutée, tout en assurant la sécurité des approvisionnements à un coût raisonnable, bref, un processus de longue durée pour moderniser une agriculture millénaire.



Source : John Dyck and Shawn S. Arita (2014), « Japan's Agri-Food Sector and the Trans-Pacific Partnership », United States Department of Agriculture, Economic Information Bulletin n° 129, octobre, p. 15.

Note : ces importations du Japon des pays du PTP représentent 49 % de ses importations agricoles totales.

<sup>15</sup> Miya Tanaka (2010), « Farmers take Japan's place at TPP bargaining table », *Kyodo News*, 7 novembre. En ligne : <http://www.bilaterals.org/?farmers-take-japan-s-place-at-tpp&lang=fr>

### La ratification du PTP par la Diète japonaise

Le gouvernement Abe possède une confortable majorité dans les deux chambres; une situation exceptionnelle dans la mesure où depuis une vingtaine d'années les gouvernements ont souvent vu leur marge de manœuvre considérablement réduite en raison du « parlement tordu » (*nejire kokka*), lorsque les deux chambres sont contrôlées par des partis ou des coalitions politiques opposés. La ratification du PTP devrait en principe être une formalité; même si la Chambre des conseillers (le sénat) ne peut empêcher la ratification d'un traité, les partis d'opposition demandent des consultations publiques sur ce traité qui a été négocié secrètement et dont ils ne connaissent pas encore toutes les dispositions. À moins d'une session extraordinaire, le début de la prochaine session régulière devrait être monopolisé par les travaux législatifs en lien avec le budget et plusieurs politiciens préféreraient mettre en branle le processus de ratification après l'élection de juillet 2016 à la Chambre des conseillers. Par contre, personne n'a oublié que, par le passé, le monde rural a tourné le dos au PLD quand il a considéré que celui-ci avait trahi sa confiance en ouvrant par exemple le marché local à la concurrence étrangère. Dans les années 1980 et 2000, les partis d'opposition, le Parti socialiste du Japon (PSJ) dans le premier cas et le Parti démocrate du Japon (PDJ) dans le second en ont profité pour faire le plein de votes dans les circonscriptions rurales. Dans le second cas, la mainmise du PDJ sur l'électorat rural traditionnellement enclin à voter pour le PLD lui a donné sa grande victoire électorale de 2009, le PLD perdant le pouvoir pour la seconde fois seulement depuis 1955. Devant une telle possibilité, si le lobby anti-PTP dominé par les intérêts agricoles mettait en branle une stratégie pour contrer sa ratification, le gouvernement pourrait bien le présenter à la Chambre des représentants le plus rapidement possible. Un tel scénario apparaît cependant peu probable, car le gouvernement n'a véritablement jamais eu de difficulté à faire approuver les 15 ALE conclus depuis le début des années 2000.

## Adoption du TPP aux États-Unis : un échéancier serré pour un vigoureux débat

L'administration Obama a publié le 5 novembre dernier les trente chapitres et les 1121 pages du Partenariat transpacifique (TPP). Dans l'après-midi de la même journée, le président Obama notifiait le Congrès de son intention de signer l'accord. En vertu de la *Trade Promotion Authority* (TPA), le président doit en effet aviser le Congrès de ses intentions au moins 90 jours avant de signer l'accord. Car, techniquement, les États-Unis n'ont pas encore signé le TPP. Cette signature ne met cependant pas en vigueur l'entente aux États-Unis et n'assure surtout pas la fin des débats entourant le TPP. Le Congrès doit à son tour approuver l'accord pour qu'il prenne force de loi. Il ne le fera pas avant la fin de l'étude du contenu de l'accord par la *International Trade Commission* qui, en vertu de la TPA, dispose d'un délai de 105 jours à la suite de la signature de l'accord pour présenter son opinion. Le lendemain de la publication du TPP, le Représentant pour le Commerce américain, Michael Froman, a fait parvenir la demande nécessaire à la commission, ce qui laisserait à celle-ci jusqu'à la mi-mai pour compléter son analyse. Elle doit



conduire une enquête sur les impacts probables du TPP sur l'ensemble de l'économie américaine, sur les secteurs industriels spécifiques et sur les consommateurs américains.

La période s'étalant entre la mi-mai et la mi-juin semble être celle que privilégie la Maison-Blanche pour l'adoption du document par le Congrès. Il s'agira sans doute d'un moment plus calme dans la campagne présidentielle, les différentes courses des primaires étant achevées et les congrès des partis encore loin. L'administration Obama continue de courtiser les 28 représentants et les 13 sénateurs démocrates qui ont permis au projet de loi sur le TPA d'être adopté en juin dernier. Le Président Obama compte s'impliquer personnellement pour s'assurer de disposer d'appuis suffisants au Congrès pour voir à l'adoption du TPP.

Le milieu politique ne nous a pas réservé de surprises quant à l'appui au TPP. Plusieurs élus sont demeurés circonspects, déclarant qu'ils allaient procéder à l'étude du volumineux document. Hillary Clinton a rejeté l'accord, coupant l'herbe sous le pied de son principal opposant dans la course à la chefferie démocrate, Bernie Sanders, qui déclarait pour sa part que le texte de l'entente « est encore pire que ce que je craignais ». La position de Mme Clinton semble plus stratégique qu'idéologique, elle qui semblait appuyer les négociations du TPP au moment où elle était secrétaire d'État. Son opposition lui permet de maintenir les importants appuis des grands syndicats américains et de plusieurs élus démocrates qui se sont déclarés contre l'accord commercial. Sa position met également de la pression sur les élus favorables au TPP, qui comprennent que le Congrès doit adopter l'entente avant le changement de garde à la Maison-Blanche.

Les gens d'affaires semblent majoritairement favorables à l'entente. La Chambre de commerce des États-Unis réserve toujours son jugement pour analyser en profondeur le texte de l'accord. La *Business Roundtable* l'a qualifié de « pilier clé » de la croissance américaine. La *National Cattlemen's Beef Association* s'est montrée très satisfaite du TPP, estimant qu'il s'agit d'une victoire pour le secteur de l'élevage, particulièrement pour ce qui est de l'ouverture du marché japonais. La *National Chicken Council* réclame une adoption rapide du TPP par le Congrès. Les fermiers semblent moins enthousiastes, la *National Farmers Union* étant d'avis qu'il s'agit d'une mauvaise entente pour les familles des fermiers américains. La *National Pork Producers Council* appuie sans réserve l'accord, considérant que les bénéfices tirés du TPP seront beaucoup plus importants que ceux tirés des accords commerciaux précédents. La *Competitive Enterprise Institute* déplore la portée de l'entente et estime que les ententes commerciales devraient se limiter au commerce. *Ford* s'est déclaré insatisfaite du mécanisme de contrôle de la manipulation des monnaies, son cheval de bataille depuis quelques années. D'autres organisations ont manifesté leur accord, dont le *Personal Care Products Council*, la *Retail Industry Leaders Association* et la bien nommée *U.S. Coalition for the TPP*.

Treize importants groupes environnementaux ont manifesté leur opposition au TPP tel que rédigé, craignant que les avantages tirés du chapitre sur l'environnement soient éliminés par les impacts négatifs d'autres dispositions de l'accord liés entre autres aux investissements, aux mesures sanitaires et phytosanitaires et aux barrières techniques au commerce.

Les grands syndicats américains n'ont, évidemment, pas tardé à exprimer leur désaccord. L'AFL-CIO, l'USW, l'UFCW et les Teamsters se sont tous prononcés contre l'accord et représenteront sans doute la plus importante opposition à son adoption.



Les compagnies pharmaceutiques n'ont pas obtenu tout ce qu'elles espéraient de l'accord. Celui-ci prévoit l'exclusivité des données pour une période variant entre 5 et 8 ans pour un secteur de produits spécifique, celui des traitements qui utilisent des cellules vivantes plutôt que des composés chimiques. La période d'exclusivité est de douze ans aux États-Unis, ce que les entreprises auraient souhaité retrouver dans l'accord.

Les acteurs se mettent donc en place pour le débat qui aura lieu aux États-Unis au cours des prochains mois. Rien n'est encore gagné pour le président Obama qui voit cet accord comme étant son principal héritage en matière de commerce international. Il est certain qu'il fera tout en son pouvoir pour voir à son adoption avant son départ. Des étapes essentielles ont été franchies cette année - l'adoption de la TPA et la conclusion de l'accord - mais il reste quelques mois pour réussir à conserver l'appui des quelques élus démocrates au Congrès nécessaires à une finale heureuse pour la Maison-Blanche.

### Sources

*Bad Trade Deal 'Worse Than I Thought,' Sanders Says.* Communiqué. 5 novembre 2015. En ligne :

[http://insidetrade.com/sites/insidetrade.com/files/documents/nov2015/wto2015\\_3425\\_39.pdf](http://insidetrade.com/sites/insidetrade.com/files/documents/nov2015/wto2015_3425_39.pdf)

Inside U.S. Trade. *Obama Formally Notifies Congress Of Intent To Sign TPP Agreement.* 5 novembre 2015.

Lorenzetti, Laura. *TPP trade deal: Even more bad news for biotech industry.* 5 octobre 2015. Fortune. En ligne : <http://fortune.com/2015/10/05/biotech-tpp-trade-deal-drug-prices/>

## Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

## Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

## Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

## Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est  
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560  
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888, succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

Site web : [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)

